



Assemblée générale

UN LIBRARY

OCT 13 1992

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/47/404
14 septembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 79 de l'ordre du jour provisoire*

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Transfert net de ressources de pays en développement
aux pays développés

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	2
II. VUE D'ENSEMBLE	3 - 12	2
III. EXAMEN DU TRANSFERT NET A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	13 - 16	4
IV. RENVERSEMENT DU TRANSFERT NET DE RESSOURCES FINANCIERES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET SA COMPOSITION	17 - 34	5
V. LES TERMES DE L'ECHANGE ET LEURS APPORTS AVEC LES RESSOURCES NETTES	35 - 40	10
VI. CONCLUSIONS	41 - 45	12

* A/47/150.

I. INTRODUCTION

1. En 1990, le transfert net de ressources financières de l'ensemble des pays importateurs de capitaux est devenu positif pour la première fois depuis 1983. Cette tendance s'est poursuivie et s'est rapidement accentuée en 1991. Toutefois, le flux total de ressources réelles vers ces pays au cours des deux années est tout juste positif si l'on tient compte de la détérioration des termes de l'échange.

2. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 45/192 du 21 décembre 1990 sur le transfert net de ressources de pays en développement aux pays développés, par laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'inclure dans l'Etude sur l'économie mondiale, 1991 une mise à jour sur cette question et de lui présenter à sa quarante-septième session un rapport analytique¹.

II. VUE D'ENSEMBLE

3. Les transferts financiers nets vers les pays en développement se sont inversés au début des années 90. Entre 1983 et 1989, les sorties nettes de ressources financières des pays en développement importateurs de capitaux² se sont élevées à 98,5 milliards de dollars. En 1990, cette tendance s'est inversée et on a enregistré un flux net positif de 9,6 milliards de dollars, qui a atteint 32,5 milliards de dollars en 1991. Toutefois, il est encore trop tôt pour savoir si ce renversement de tendance sera durable et si le flux positif de ressources financières enregistré ces deux dernières années marque le début d'une tendance au transfert de nouvelles ressources vers les pays en développement.

4. Les chiffres globaux de transferts nets masquent parfois les disparités entre des pays en développement ayant atteint des niveaux de développement différents et appartenant à diverses régions. Ainsi, le transfert négatif de ressources financières des pays en développement était essentiellement imputable aux sorties nettes de capitaux dans les 15 pays les plus endettés, qui se sont élevées à 211,7 milliards de dollars entre 1983 et 1989. Ces pays appartenaient pour la plupart, mais pas exclusivement, à la région d'Amérique latine; en effet, les transferts négatifs nets de l'ensemble de cette région se sont élevés à 171,1 milliards de dollars pendant cette période. Les 15 pays les plus endettés et la région d'Amérique latine ont continué à enregistrer des transferts négatifs en 1990, s'élevant respectivement à 16,5 milliards de dollars et à 15,6 milliards de dollars. Cependant, le transfert net de ressources est devenu positif en 1991, avec les 15 pays les plus endettés ayant reçu 8,4 milliards de dollars et l'Amérique latine 4,4 milliards de dollars seulement. Ce renversement était toutefois essentiellement dû, pour ces deux groupes de pays, à un afflux important de prêts à court terme et au rapatriement de capitaux investis à l'étranger, qui ont représenté 23,5 milliards de dollars pour les 15 pays les plus endettés et 16,4 milliards de dollars pour les pays d'Amérique latine.

5. Il est difficile de déterminer si cet afflux à court terme est imputable à la spéculation ou à une modification durable des variables économiques. Dans un climat de récession mondiale, de faiblesse des taux d'intérêt et de stagnation de la production dans les pays industrialisés, une grande partie de

ces apports de capitaux à court terme aux pays en développement n'a peut-être pas grand-chose à voir avec une quelconque amélioration des perspectives de croissance ou des taux de rentabilité dans les pays en développement, alors que ce sont justement ces facteurs qui susciteraient des transferts positifs durables vers ces pays.

6. Le flux net des crédits privés étrangers à moyen et à long terme et des crédits publics étrangers est resté largement négatif, avec un solde de 24,4 milliards de dollars pour les 15 pays les plus endettés et de 20,7 milliards pour les pays d'Amérique latine en 1991, ce qui indiquait clairement que ces pays n'avaient pas retrouvé la confiance des marchés des capitaux. On a toutefois enregistré une augmentation modeste mais significative des investissements directs nets dans ces pays en 1991. Cette amélioration résulte en partie des opérations de privatisation engagées dans certains pays, mais également des efforts d'adaptation des réglementations et d'assainissement des politiques économiques déployés pour susciter de nouveaux investissements.

7. Les pays d'Afrique, notamment d'Afrique subsaharienne, qui sont nettement en difficulté n'ont même pas bénéficié de ce léger accroissement des investissements directs nets en 1990 et 1991. Le flux net des crédits privés étrangers est resté négatif. Les transferts nets de ressources financières ont toutefois été légèrement positifs pendant cette période, en raison de l'apport continu de dons et crédits publics. Alors que le volume des dons et crédits publics aux pays d'Afrique subsaharienne est resté relativement stable au cours des cinq dernières années, les dons publics aux autres pays d'Afrique ont fortement augmenté en 1990 et 1991, essentiellement en conséquence de la guerre du Golfe.

8. L'Asie a été le principal bénéficiaire des transferts financiers nets aux pays en développement, avec un solde positif net de 17,5 milliards de dollars en 1990 et de 25,2 milliards de dollars en 1991. Parmi tous les pays en développement, l'Asie prise dans son ensemble a enregistré les meilleurs résultats au cours de cette période. Elle a reçu chaque année, sauf en 1987, des transferts nets positifs importants, des dons publics de l'ordre de 4 à 5 milliards de dollars par an et des prêts publics allant de 7 à 15 milliards de dollars. Ces ressources, combinées au flux important d'investissements directs, ont largement compensé les transferts négatifs de crédits étrangers privés pendant la majeure partie des six dernières années.

9. En somme, si l'on examine attentivement la manière dont se décomposent les chiffres globaux des transferts nets, on s'aperçoit que les flux positifs nets de ressources financières des deux dernières années ne résultent pas d'une modification fondamentale de la conjoncture ou d'un renversement de la situation économique dans des pays en développement, qui étaient à l'origine des problèmes de sortie nette de ressources financières. Le maintien de transferts positifs nets aux pays en développement dépendra de la conjoncture économique internationale et du degré de confiance dans les économies des pays qui ont récemment bénéficié d'apports de ressources financières.

10. Dans l'ensemble, ce renversement de tendance est très positif. Toutefois, le fait que certains des flux récents soient essentiellement constitués de ressources à court terme a parfois créé des problèmes de gestion

macro-économique dans ces pays. En fait, en 1990 et 1991, les transferts financiers ont été presque entièrement consacrés à la reconstitution de réserves dans les pays en développement. L'augmentation des réserves officielles de ces pays, surtout en Afrique et dans les 15 pays le plus endettés, a sans doute été bénéfique à court terme mais, comme les apports de ressources ne sont pas consacrés aux dépenses totales (consommation et investissement), l'effet sur l'économie reste négatif.

11. Les flux financiers à destination des pays en développement importateurs de capitaux sont certes devenus positifs, mais la détérioration des termes de l'échange relativise beaucoup l'importance de ces transferts. En 1991, les pertes liées à l'évolution des termes de l'échange auraient représenté la moitié des 32 milliards de dollars d'apports nets de ressources financières aux pays en développement importateurs de capitaux. En fait, si l'on tient compte de ce facteur, on constate que les ressources réelles nettes disponibles ont diminué en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes en 1990 et en 1991.

12. Même si une amélioration de la conjoncture internationale, notamment une croissance durable non inflationniste dans les pays industrialisés, permet de tempérer les fluctuations des taux d'intérêt, des mouvements de capitaux et des termes de l'échange, la plupart des pays devront cependant continuer à ajuster leurs politiques. Les pays en développement connaîtront toujours des variations importantes des flux financiers, surtout privés, et des termes de l'échange. Dans ces pays, des stratégies à long terme peuvent contribuer à atténuer les effets des fluctuations, mais un ajustement macro-économique à court terme est inévitable. Il faut souvent adopter des mesures différentes selon qu'il s'agit de faire face à une détérioration des termes de l'échange ou à un choc financier. Des structures économiques et des politiques souples sont indispensables, mais il est également essentiel de réagir rapidement aux chocs pour maintenir ou accroître la production.

III. EXAMEN DU TRANSFERT NET A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

13. Les organisations internationales et les économistes spécialisés dans le développement accordent toujours beaucoup d'importance à la question du transfert net de ressources. L'Organisation des Nations Unies analyse cette question depuis 1986, l'Assemblée générale s'étant déclarée préoccupée, dans sa résolution 41/180 du 8 décembre 1986, de constater que le transfert net de ressources des pays en développement aux pays développés allait s'accroître.

14. Il était déjà clair à l'époque que l'inversion prématurée du transfert (des pays en développement vers les pays développés) avait pour origine la crise de la dette. L'augmentation brutale du coût du service de la dette et la forte compression du déficit de la balance des opérations courantes qu'ont connues les pays en développement importateurs de capitaux en 1983 et 1984 étaient essentiellement le fait des pays les plus endettés³. Au cours des années 80, les débats sur le transfert net et la façon de le mesurer étaient essentiellement axés sur les problèmes conceptuels. Du fait de la diversité des analyses et évaluations, il était souvent difficile de s'accorder sur les causes de ce phénomène et la manière d'y remédier. Cependant, les origines des problèmes de transfert net que l'on a connus dans les années 80 étant à rechercher dans l'augmentation des prêts bancaires pendant les années 70, une

analyse comparative de la situation au cours de ces deux décennies a permis de déterminer les causes du transfert négatif net (voir A/42/272).

15. On a ensuite élargi l'analyse en examinant les interactions entre l'évolution des termes de l'échange et celle de la structure des flux financiers à destination et en provenance des pays en développement (voir E/1988/64). L'incidence du transfert de ressources sur l'investissement et la croissance différait selon chaque pays ou groupe de pays et dépendait dans une large mesure de la capacité de ces pays à accroître l'épargne intérieure et à faire face à la contraction du financement extérieur et à l'augmentation du service de la dette. Dans la plupart des pays en développement endettés, le transfert financier négatif s'était accompagné d'une diminution des taux d'investissement et de croissance⁴.

16. Les recommandations visant à inverser les sorties de ressources financières des pays en développement portaient sur le financement du développement, les mesures destinées à réduire le fardeau de la dette et du service de la dette, le niveau des taux d'intérêt dans le monde, la mobilisation et l'utilisation plus efficace de l'épargne intérieure, ainsi que l'augmentation et la diversification des exportations.

IV. RENVERSERMENT DU TRANSFERT NET DE RESSOURCES FINANCIERES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET SA COMPOSITION

17. Le fait que le transfert soit devenu positif en 1990 et 1991 pour l'ensemble des pays en développement est essentiellement dû au changement survenu dans le groupe des pays fortement endettés, dans lequel les pays d'Amérique latine pèsent lourd. Le passage du transfert négatif au transfert positif qui s'est produit dans les pays fortement endettés au début des années 90 a été presque aussi brusque que celui qui s'était fait dans ces pays au début des années 80. La sortie nette de 16,5 milliards de dollars enregistrée par le groupe en 1990 a été remplacée par une entrée nette de près de 8,5 milliards de dollars en 1991, soit un mouvement de 25 milliards de dollars (tableau 6). Le mouvement inverse qui avait amorcé le transfert négatif au début des années 80 avait été de l'ordre de 27 milliards de dollars. En Amérique latine, la sortie nette de 15,6 milliards de dollars de 1990 est devenue une entrée nette de 4,4 milliards de dollars en 1991 - soit un mouvement de 20 milliards de dollars en un an (tableau 2). En Afrique subsaharienne non compris le Nigéria (tableau 4), le tableau est plus ou moins le même depuis ces cinq dernières années, soit un solde positif se situant entre 6,4 et 7,4 milliards de dollars. Pour l'ensemble de l'Afrique (tableau 2), toutefois, les années 1990 et 1991 sont des anomalies; ce qui ressort, en fait, est une diminution du transfert financier positif d'ensemble malgré une forte augmentation temporaire des subventions publiques. En Asie (tableau 5) où le transfert financier net a été positif pendant la plupart des années 80, il a brusquement augmenté en 1991.

18. Les apports financiers proviennent de diverses sources : crédits publics, subventions publiques et privées, investissements étrangers directs et emprunts à court terme. L'importance relative de chacun de ces éléments et leurs mouvements varient beaucoup d'un pays à l'autre et d'un groupe de pays à l'autre.

19. Le transfert net au titre des courants financiers publics a augmenté entre 1990 et 1991 en raison d'une augmentation exceptionnelle des subventions publiques. Les subventions publiques augmentent d'année en année mais les chiffres globaux pour 1990 et 1991 sont nettement supérieurs à la tendance en raison des subventions accordées à l'occasion du conflit dans le Golfe. En Afrique subsaharienne, en particulier, où les transferts au titre des courants financiers publics sont la source de capitaux la plus importante, les subventions publiques ont presque doublé en 10 ans et ont dépassé les crédits publics. Mais comme les crédits publics ont été inférieurs à ce qu'ils étaient au début des années 80 et que les paiements faits au titre des intérêts ont augmenté, le transfert net au titre des courants financiers publics vers l'Afrique subsaharienne n'a guère augmenté. Les subventions publiques accordées à la région ces trois dernières années sont restées pratiquement les mêmes (tableau 4). Pour l'Afrique dans son ensemble, toutefois, les subventions publiques sont passées de 7 milliards de dollars en 1989 à 20 milliards de dollars en 1990 et sont restées élevées en 1991 (tableau 3), en raison de l'ampleur des transferts publics opérés vers l'Égypte à l'occasion de la guerre du Golfe. Dans d'autres régions, les subventions en tant que source de capitaux ont été moins importantes.

20. Le montant global des crédits officiels nets, bilatéraux et multilatéraux et des paiements de leurs intérêts respectifs n'a guère changé ces trois dernières années. Toutefois, les crédits publics nets ont fortement augmenté en Asie en 1991 en raison des accords conclus entre l'Inde et les institutions multilatérales de financement.

21. Le transfert financier net est resté positif pendant la décennie en Afrique et en Afrique subsaharienne, mais il y a lieu de noter qu'au Nigéria, où les crédits privés ont joué un rôle important, le transfert net est négatif depuis 1984 et que la tendance ne s'est pas inversée pendant les années 1990.

22. Les emprunts extérieurs privés à moyen et à long terme ont atteint 10 milliards de dollars en 1991, soit une augmentation d'environ 3 milliards de dollars. Certains pays en développement, en particulier en Asie, ont augmenté leurs emprunts sur les marchés financiers internationaux (tableau 5). Le plus grand changement survenu dans les années 90 est qu'un certain nombre de pays d'Amérique latine ont eu de nouveau accès à ces marchés, accès, il est vrai, limité et à des conditions onéreuses. Le courant net des crédits privés, qui était encore négatif en Amérique latine en 1989, est devenu positif en 1990 (tableau 2). Il comprend les émissions d'obligations à l'étranger, surtout sur le marché des euro-obligations, auxquelles les emprunteurs latino-américains ont de plus en plus recours. Les intérêts payés sur les emprunts privés à long terme ont été inférieurs en 1990 par rapport à 1988-1989, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes et dans le groupe des pays fortement endettés, en raison non seulement des arriérés de paiement mais aussi d'une diminution des taux d'intérêt internationaux. Toutefois, certains pays ont conclu des accords prévoyant la diminution de la dette, qui leur ont permis de reprendre normalement le service de la dette, si bien que le montant des intérêts payés a augmenté en 1991 par rapport à 1990, bien que les taux d'intérêt mondiaux aient continué à baisser.

23. Les émissions de nouvelles obligations par les pays en développement en 1991 ont surtout concerné les pays d'Amérique latine. Cela a été en partie

le résultat des diverses opérations de restructuration de la dette : d'une part, les pays d'Amérique latine hésitaient à augmenter encore leur dette bancaire, alors qu'ils cherchaient à réduire leur dette et, d'autre part, les banques commerciales n'étaient guère disposées à augmenter leurs engagements à long terme envers la région. Plus de 30 milliards de dollars de nouvelles obligations ont été émises par le Mexique à l'occasion de la restructuration de sa dette bancaire, près de 20 milliards de dollars par le Venezuela (voir A/47/396). Par ailleurs, indépendamment de toute restructuration, les emprunteurs d'Argentine, du Brésil, du Mexique et du Venezuela, et, dernièrement du Chili, se sont procurés des capitaux au moyen d'émissions d'obligations en eurodollars, à un prix, il est vrai, relativement élevé. La République de Corée, que l'important déficit de son compte courant obligeait à rechercher de plus en plus de financement à l'étranger, l'Inde et l'Indonésie ont été les principaux emprunteurs asiatiques à avoir recours au marché international des obligations. Par opposition au marché des obligations, le marché du crédit syndiqué a été dominé par les pays de l'Asie du Sud et de l'Est, en particulier par la République de Corée et l'Indonésie. Les nouveaux emprunts bancaires étant accordés presque exclusivement aux emprunteurs hautement solvables, les marges d'intérêt sur les nouveaux crédits accordés aux pays en développement n'ont que légèrement augmenté en moyenne en 1991 par rapport à l'année précédente.

24. Bien que le marché du crédit obligataire se développe depuis peu plus vite que les prêts bancaires traditionnels, le poste "emprunts extérieurs privés à moyen et à long terme" constitue toujours l'essentiel des prêts bancaires. D'une manière générale, le transfert au titre de ce poste reste largement négatif.

25. Le transfert net au titre d'investissements directs a augmenté de plus de 2 milliards de dollars en 1991 et a atteint 8,4 milliards de dollars pour l'ensemble des pays importateurs de capitaux. Ces dernières années, ce sont les pays en développement d'Asie qui ont bénéficié des plus forts courants nets d'investissements étrangers directs. Par contraste, ces courants n'ont été que très limités vers l'Afrique. En ce qui concerne en particulier l'Afrique subsaharienne, les envois de dividendes à l'étranger ont été bien plus élevés que l'apport d'investissements étrangers depuis plus de 10 ans. En Asie et en Afrique, l'année 1991 ne s'est pas démarquée de la tendance récente (tableaux 3, 4 et 5). L'augmentation globale du transfert positif net au titre d'investissements directs a été essentiellement le résultat du changement de la conjoncture économique en Amérique latine, où l'augmentation a été de 3,5 milliards de dollars (tableau 2). Le Mexique, en particulier, a connu une forte augmentation des investissements étrangers directs, en partie alimentée par la conclusion attendue de l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord. Certains investissements étrangers directs en Amérique latine ont été effectués sous forme de conversion de la dette en prises de participation.

26. Il importe de noter que le plus grand changement de la composition du courant des ressources en 1991 a concerné le poste "emprunts à court terme et sorties d'avoirs nationaux", ce qui est dû au mouvement à court terme de capitaux privés et comprend le rapatriement de capitaux. Ce changement a été d'environ 21 milliards de dollars pour l'ensemble des pays en développement importateurs de capitaux. La fluctuation a été encore plus forte pour les

pays fortement endettés (plus de 30 milliards de dollars), et pour l'Amérique latine et les Caraïbes (plus de 25 milliards de dollars).

27. Ramené à ses caractéristiques essentielles, le transfert net positif de 1990-1991 représente un renversement en Amérique latine et dans les Caraïbes plus que dans toute autre région, et un renversement du mouvement des capitaux à court terme, plus que de tout autre élément du courant financier global. Il y a eu un mouvement de retour de capitaux vers plusieurs pays d'Amérique latine pour diverses raisons. La restructuration de la dette bancaire et les mesures de stabilisation et les réformes institutionnelles et économiques, qui ont fait régresser l'inflation, ouvert les barrières douanières, levé les mesures de réglementation des mouvements de capitaux, privatisé les entreprises publiques et augmenté la compétitivité, ont contribué à modifier l'attitude à l'égard de l'économie de la région et de ce qu'on peut en attendre. La confiance plus grande des investisseurs a été attestée par la bonne santé des marchés financiers d'Amérique latine, entretenue aussi par des résultats plus faibles ailleurs. En outre, les différences de taux d'intérêt réel entre plusieurs pays d'Amérique latine et les Etats-Unis étaient devenues telles, après que le Federal Reserve Board ait procédé à des réductions successives, qu'elles permettaient aux marges de couvrir le risque que le taux de change faisait courir aux devises d'Amérique latine. La fuite des capitaux s'est ralentie ou arrêtée, ou le rapatriement des capitaux a commencé. Les investissements directs étrangers et les prises de participation étrangères ont aussi augmenté. Dans certains pays, la privatisation entreprise sur une grande échelle a attiré les investisseurs privés. Les marchés internationaux où se négocient les prises de participation ont été mis à profit par les sociétés de pays en développement, en particulier de pays d'Amérique latine, dont, surtout, le Mexique, qui ont lancé de nouvelles offres d'actions en 1991 et pendant le premier semestre de 1992.

28. Tous les courants à court terme ne sont pas forcément de nature spéculative, mais on ne peut pas compter sur eux pour augmenter les investissements et stimuler la croissance à long terme. Le redressement économique récent de certains des pays qui ont bénéficié du changement récent pourrait donc se révéler fragile. Outre le risque d'instabilité qu'elles présentent, les entrées importantes de capitaux à court terme compliquent la gestion macro-économique.

29. Tous les changements rapides ne sont pas cause de difficultés. Beaucoup dépend des conditions de départ dans chaque pays et de quel courant il s'agit. Le risque de déstabilisation que présentent les importants mouvements de capitaux à court terme est bien connu. Les entrées soudaines tendent à engendrer une réévaluation de la monnaie locale dans les pays dont le taux de change est flottant. La Banque centrale n'a d'autre choix que d'acheter l'excédent de devises fortes soudainement constitué si elle ne veut pas que la monnaie locale prenne de la valeur au détriment des exportations locales et de la production locale en concurrence avec les importations. Le problème est alors de savoir comment financer l'accumulation de réserves de devises fortes sans trop étendre la base monétaire. L'accumulation des réserves a été très importante en Amérique latine ces deux dernières années et tous les pays n'ont pas eu la capacité d'absorber la vague des nouveaux apports sans subir une réévaluation de leur monnaie ou une poussée inflationniste⁵.

30. Dans quelques autres pays, qui n'ont pas laissé flotter leur taux de change mais l'ont utilisé comme point d'ancrage pour stabiliser les prix locaux, la hausse du taux de change réel due à l'important apport de capitaux a pu être maintenue. Mais cette hausse risque d'affaiblir le secteur des exportations et d'augurer de nouvelles difficultés de balance des paiements dans l'avenir⁶. En fait, dans certains pays d'Amérique latine, les importations ont rapidement augmenté l'année dernière, et beaucoup plus rapidement que les exportations.

31. Le volume des importations a continué d'augmenter au même rythme en 1992. En 1991, il a doublé en Argentine, dont l'excédent commercial - 4,7 milliards de dollars - a été pratiquement réduit de moitié et il a continué à augmenter si rapidement pendant le premier trimestre de 1992 que l'excédent commercial du pays risque d'être réduit à néant en 1992. Au Mexique, les importations ont augmenté de 22 % en 1991, après avoir atteint 34 % en 1990. Depuis 1987, les importations y augmentent tellement plus vite que les exportations que l'excédent commercial, qui était de 4 milliards de dollars cette année-là, s'était transformé en déficit commercial de 11 milliards de dollars en 1991. Pendant les premiers mois de 1992, les importations ont augmenté au même rythme qu'en 1991 alors que les exportations ont diminué, ce qui laisse prévoir un déficit commercial encore plus important. Au Venezuela, les importations ont augmenté de 60 % l'année dernière alors que les exportations ont diminué, ramenant l'excédent commercial de 10 milliards de dollars à 4 milliards de dollars. Les déficits commerciaux peuvent être maintenus tant que se poursuivent d'importantes entrées de capitaux. Mais si l'euphorie des investisseurs ne donne pas lieu à des investissements qui renforcent la productivité et la compétitivité du secteur des biens échangeables, une expansion aussi rapide des importations finira par ne plus être viable à moyen et à long terme.

32. Plusieurs pays ont dû chercher à neutraliser les effets des entrées de capitaux sur l'offre de leur monnaie et leur taux d'inflation⁷. Le risque de déstabilisation est, bien entendu, plus élevé dans les pays qui n'ont pas encore réussi à mettre entièrement en place des programmes de stabilisation et où les taux d'inflation sont encore élevés. Pour financer l'accumulation des réserves, le gouvernement doit réduire les dépenses du secteur public ailleurs. L'augmentation de la dette publique nationale peut être la contrepartie de l'accumulation de réserves de devises, mais dans quelques pays, la dette publique nationale est déjà très élevée. Les augmentations de la dette publique à court terme favorisent l'inflation et exercent une pression à la hausse sur les taux d'intérêt nationaux, ce qui accélère à son tour l'afflux de capitaux étrangers à court terme.

33. En définitive, même si le fait d'avoir retrouvé la capacité d'avoir recours aux marchés des capitaux étrangers est une évolution positive, elle a cependant compliqué la gestion macro-économique. L'objectif essentiel doit être de trouver et d'utiliser des sources stables de financement compatibles avec des délais propres à permettre aux investissements productifs de devenir profitables. Le renversement du transfert net doit être de nature durable pour pouvoir engendrer une augmentation à long terme des investissements.

34. Des réserves importantes sont utiles pour que la banque centrale puisse contrecarrer les spéculations sur les taux de change. Elles sont nécessaires

pour lui permettre de stabiliser la monnaie, vu la forte instabilité des mouvements de capitaux à court terme. D'importantes réserves de devises peuvent aussi servir de garantie à la dette publique nationale. Toutefois, à moyen et à long terme, les ressources extérieures devraient servir à augmenter les investissements dans la production destinée aux marchés intérieurs et extérieurs. L'accumulation de réserves sans une reprise des investissements et de la croissance économique ne présente que peu d'intérêt. Pour constituer des réserves, il faut en fait, que les dépenses internes diminuent sans que rien d'autre ne change; or, du côté des dépenses, le transfert des ressources financières a encore été négatif en 1991, de l'ordre de 13 milliards de dollars pour les pays en développement importateurs de capitaux, ce qui a toutefois été une importante amélioration par rapport à la sortie de 26 milliards de dollars en 1990 (tableau 1).

V. LES TERMES DE L'ÉCHANGE ET LEURS APPORTS AVEC LES RESSOURCES NETTES

35. Il peut exister des interactions multiples entre l'évolution des termes de l'échange et celles de la configuration des flux financiers. On en a parlé dans les rapports précédents sur le transfert net de ressources. Une dégradation brutale des termes de l'échange, induite par une forte baisse du prix des principales exportations d'un pays, ou par une augmentation du prix des importations, accroît les besoins de capitaux extérieurs. De même, si un pays doit transférer des capitaux à l'étranger pour assurer le service d'une dette antérieure, l'existence de gains résultant d'une évolution favorable des termes de l'échange facilite évidemment sa tâche, tandis que leur dégradation, amenant des pertes, la complique. A l'inverse, un accroissement de l'apport net de ressources financières ne signifie pas une augmentation des ressources réelles si les pertes causées par l'évolution des termes de l'échange sont supérieures à cet accroissement.

36. Les organisations internationales utilisent communément, pour mesurer les termes de l'échange, ce qu'on appelle les termes de l'échange net : c'est le rapport entre l'indice des prix des exportations et celui des prix des importations, rapport dont on suit l'évolution par rapport à une année de base. Ainsi, pour un pays donné, la diminution de ce rapport signifie que, pour le même volume d'exportations, il obtiendra moins d'importations, et donc subira une baisse de son revenu réel. Cette comparaison de date à date n'est qu'approximative, et à long terme perd de sa précision du fait que la structure des exportations et des importations d'un pays se modifie avec le temps.

37. Les changements survenus au cours des années 80 ont été examinés précédemment (voir A/45/487); on se préoccupe essentiellement ici des premières années de la décennie en cours. Au tableau 7, on trouvera pour chaque année des comparaisons avec l'année précédente. On est parti dans les calculs d'un volume d'exportations et d'importations constant par rapport au volume de l'année précédente, ce qui permet de mettre en évidence l'effet des modifications de prix. La différence de 1990, d'un montant estimatif de 3,3 milliards de dollars en faveur des pays en développement, résulte de l'évolution des prix des exportations et des importations entre 1989 et 1990. C'est la différence entre le volume de 1990 (exportations et importations) aux prix de 1990 et le volume de 1990 aux prix de 1989. En appliquant la même

méthode, on obtient en 1991 une perte des pays en développement s'élevant à 29 milliards de dollars, et les projections pour 1992 donnent une perte d'un montant estimatif de 19 milliards de dollars.

38. L'incidence du mouvement des prix des exportations et des importations sur les pays pris isolément ou regroupés varie naturellement en fonction de la structure de leurs exportations. L'amélioration des termes de l'échange de 1990, par exemple, tient pour l'essentiel à l'augmentation subie par les prix du pétrole au moment où a éclaté le conflit du golfe Persique, et a surtout été sensible pour les pays exportateurs de pétrole. L'Afrique, qui est tributaire des produits de base, est plus gravement touchée par l'évolution des termes de l'échange que les autres régions : la dégradation des termes de l'échange survenue en 1991, qui a représenté un montant de 5,6 milliards de dollars, équivaut à 1,5 à 2 % du PIB régional. Les pertes de l'Asie du Sud et de l'Est (Chine exclue) ont atteint à peu près le même montant en valeur absolue, mais n'ont représenté qu'un demi pour cent du PIB de cette région. Bien évidemment, dans chacun de ces groupes, les pays dont les exportations sont plus diversifiées et sont dans une forte proportion des produits manufacturés ont vu leurs termes de l'échange connaître une évolution neutre ou s'améliorer. Or, la proportion de pays de ce type est plus élevée en Asie du Sud et de l'Est.

39. Globalement, le transfert de ressources réelles vers les pays en développement importateurs de capitaux a été au début des années 90 plus limité qu'on le penserait au vu des seuls transferts financiers. En 1990, ces pays ont bénéficié de transferts financiers positifs atteignant presque 10 milliards de dollars, mais les ressources nettes étaient largement inférieures à ce montant. Cette année-là, l'amélioration des termes de l'échange nets avait valu à l'ensemble des pays en développement (y compris les pays exportateurs de capitaux) quelque 3 milliards de dollars. Cette amélioration était toutefois concentrée en Asie occidentale (voir le tableau 7), région dominée par les exportateurs de capitaux; autrement dit, les autres pays en développement ont en fait vu leurs termes de l'échange se dégrader⁸, et les ressources réelles dont ils ont pu disposer ont donc été inférieures, très largement sans doute, aux 10 milliards de dollars d'apports financiers nets. En 1991, les pays en développement importateurs de capitaux ont reçu des transferts financiers d'un montant net d'environ 32 milliards de dollars, mais la détérioration de leurs termes de l'échange en a probablement annulé la moitié⁹.

40. Les groupes de pays accusent différemment et plus ou moins intensément l'effet des modifications de l'économie mondiale et des variables économiques internationales, selon la structure de leur économie et leur image sur les marchés internationaux. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est relativement plus sensible aux variations des taux d'intérêt mondiaux, par exemple, tandis que le prix des produits de base a des répercussions plus importantes en Afrique. Ainsi, lorsqu'on compare l'évolution des transferts financiers et l'amélioration ou la détérioration des termes de l'échange, on obtient des résultats différents dans les différentes régions : l'Asie, prise globalement, a moins perdu aux variations des termes de l'échange en 1990 et 1991 qu'elle n'a gagné du fait des transferts financiers nets; au total, elle a disposé de ressources réelles nettes en augmentation. L'Afrique dans

son ensemble, malgré un solde positif des transferts financiers, a connu une sortie nette de ressources réelles dans les deux premières années de la décennie; on peut en dire autant de l'Amérique latine, où le transfert positif net de 4 milliards de dollars de 1991 est survenu la même année où cette région a perdu presque 8 milliards de dollars à cause de la détérioration des termes de l'échange. Dans ces deux régions, le volume net des ressources réelles disponibles a diminué en 1990 et 1991 du fait de l'évolution des transferts financiers et des termes de l'échange.

VI. CONCLUSIONS

41. Les transferts de ressources financières aux pays en développement sont devenus positifs en 1990 pour la première fois depuis 1983, et ont substantiellement augmenté en 1991. Il est trop tôt pour affirmer que cette tendance se confirmera. Il faudrait pour cela que le contexte économique international soit favorable, et que les économies qui ont récemment attiré des apports financiers continuent à inspirer confiance. Globalement, on ne peut que se féliciter que la tendance, qui était aux sorties de ressources financières, se soit inversée. Ceci dit, la nature de certains des flux récents fait qu'ils n'ont pas eu que des répercussions favorables. Ephémères pour une bonne part, ils ont causé dans certains pays des problèmes de gestion macro-économique.

42. Si les flux financiers vers les pays en développement importateurs des capitaux sont devenus positifs, ils semblent beaucoup moins remarquables lorsqu'on tient compte des pertes dues à la dégradation des termes de l'échange, qui ont dû faire qu'en 1991, des 32 milliards de dollars d'apports financiers reçus, la moitié peut-être s'est trouvée annulée.

43. L'effet des flux de ressources est très divers selon les pays, en fonction de leur structure économique, des sources et des autres caractéristiques des flux financiers et de la nature des modifications survenues dans le contexte économique mondial. Ce sont notamment les différences entre la manière dont celui-ci retentit sur les différents pays qui sont particulièrement importantes : certains seront beaucoup plus touchés par exemple par l'évolution des termes de l'échange que par celle des taux d'intérêt pratiqués à l'échelon international.

44. Les chocs financiers et ceux qui affectent les termes de l'échange sont beaucoup moins néfastes lorsque le contexte international est plus favorable. Une croissance soutenue et non inflationniste dans les pays industrialisés devrait contribuer à stabiliser les taux d'intérêt et les flux financiers, et faire aussi que les termes de l'échange ne se modifient pas aussi abruptement. Il reste que, pour les pays en développement pris séparément, les variations des flux financiers extérieurs, surtout privés, et les grosses modifications des termes de l'échange resteront probablement importantes. Si à long terme, les stratégies nationales de développement visant à diversifier la structure de production et à améliorer le fonctionnement des marchés intérieurs des capitaux contribueront sans doute à réduire les fluctuations potentielles des flux de capitaux et des termes de l'échange, il est à peu près inévitable que les politiques macro-économiques doivent s'adapter aux répercussions de ces fluctuations sur l'économie nationale.

45. Quand les termes de l'échange se détériorent, l'effet direct est une baisse du revenu national réel. Si le pays ne cherche pas à la compenser par un apport financier (par exemple un crédit du FMI) ou s'il dévalue sa monnaie, ou les deux, les dépenses intérieures subissent un contre-coup qui entraînent normalement une réduction de la production globale. Autrement dit, il faudrait dans ce cas mener une politique macro-économique qui permette d'éviter une chute encore plus marquée de la production. En revanche, on arrive souvent à absorber un choc financier en modifiant les réserves et en adaptant les politiques monétaires (les taux d'intérêt). Toutefois, un choc important peut entraîner des pressions considérables sur les taux de change. Selon le régime des changes en vigueur dans le pays, il faudra modifier le taux de change soit immédiatement (en le laissant flotter) soit plus tard (régime des taux fixes). Moyennant quoi, on devrait arriver à s'adapter sans heurt aux variations des apports financiers. Il n'en reste pas moins que les répercussions sur l'économie réelle peuvent être très marquées.

Tableau 1

Transfert net de ressources financières des pays en
développement importateurs de capitaux a/

(En milliards de dollars des Etats-Unis)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 <u>b/</u>
Transfert au titre d'investissements directs <u>c/</u>											
Courant net d'investissements	9,7	7,2	6,3	6,3	7,5	5,9	9,4	14,6	16,8	17,0	18,9
Revenu net des investissements	-10,2	-9,8	-9,4	-8,6	-8,0	-7,1	-8,1	-8,5	-10,0	-10,8	-10,4
Transfert net	-0,4	-2,6	-3,1	-2,3	-0,5	-1,2	1,2	6,1	6,7	6,2	8,4
Transfert au titre des emprunts extérieurs privés à moyen et à long terme											
Courant net de crédits	48,2	41,4	27,4	18,9	12,7	8,0	2,2	8,4	4,5	7,4	10,2
Intérêts payés	-31,2	-37,3	-35,5	-40,4	-39,4	-34,9	-34,0	-39,7	-32,7	-29,6	-34,1
Transfert net	17,0	4,1	-8,1	-21,5	-26,6	-26,9	-31,7	-31,3	-28,2	-22,2	-23,9
Transfert au titre des emprunts à court terme et des sorties d'avoirs nationaux <u>d/</u>											
Transfert net	-13,7	-29,1	-22,1	-13,8	-13,1	-3,4	-7,1	-15,2	-8,8	-7,3	13,6
Transfert au titre des subventions privées (nettes) <u>e/</u>											
Transfert net	1,8	1,7	2,1	2,6	2,9	3,8	4,1	4,9	3,5	3,8	4,0
Transfert au titre des courants financiers publics											
Transferts publics (subventions)	12,0	9,3	10,2	10,9	11,6	11,2	12,6	13,1	13,9	28,6	31,7
Courant net de crédits officiels <u>f/</u>	29,8	32,6	30,0	24,8	19,1	19,0	17,2	16,8	20,7	21,0	22,3
Intérêts payés	-6,8	-8,2	-9,6	-11,1	-12,7	-15,6	-16,8	-18,3	-18,6	-20,4	-23,7
Transfert net	35,0	33,7	30,7	24,5	17,9	14,6	13,1	11,6	16,0	29,2	30,3
Transfert total (sur une base financière)	39,7	7,8	-0,5	-10,6	-19,4	-13,0	-20,4	-23,9	-10,7	9,6	32,5
Postes pour mémoire :											
Utilisation des réserves officielles <u>g/</u>	3,0	19,2	-6,4	-18,7	2,2	8,7	-13,1	-8,2	-18,3	-35,6	-45,6
Transfert total (sur la base des dépenses)	42,7	26,9	-7,0	-29,3	-17,2	-4,3	-33,5	-32,1	-29,0	-26,0	-13,1

Source : Département du développement économique et social du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du FMI, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau 1)

a/ Echantillon de 93 pays. N'y entrent pas les pays excédentaires exportateurs d'énergie (Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Emirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït et Qatar), ni les pays récemment devenus excédentaires (Hong-kong, Singapour et province chinoise de Taiwan).

b/ Chiffre préliminaire.

c/ Les investissements directs excluent les bénéfices réinvestis (approche des flux de trésorerie).

d/ Chiffres calculés comme poste résiduel (y compris le financement commercial à court terme, les sorties normales et inhabituelles ("fuites des capitaux"), les arriérés d'intérêt et les autres courants présentés dans le poste "Erreurs et omissions" des balances des paiements et censés être des courants financiers).

e/ Les subventions privées comprennent les courants nets de dons émanant de résidents étrangers (à l'exclusion des rapatriements de salaires) et les dons d'organisations non gouvernementales.

f/ Les crédits officiels comprennent le recours aux crédits du FMI; les intérêts comprennent les frais perçus par le FMI.

g/ Les adjonctions aux réserves sont indiquées par des chiffres négatifs.

/...

Tableau 2

Transfert net de ressources financières de l'Amérique latine et des Caraïbes a/

(En milliards de dollars des Etats-Unis)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 b/
Transfert au titre d'investissements directs <u>c/</u>											
Courant net d'investissements	4,9	3,1	1,9	1,9	2,5	1,1	3,6	5,5	4,4	5,2	8,0
Revenu net des investissements	-2,6	-2,4	-2,3	-2,4	-2,5	-2,9	-2,9	-3,5	-4,9	-5,0	-4,3
Transfert net	2,3	0,6	-0,4	-0,5	0,1	-1,8	0,7	2,0	-0,5	0,2	3,7
Transfert au titre des emprunts extérieurs privés à moyen et à long terme											
Courant net de crédits	33,4	24,2	11,7	7,3	2,1	-1,1	1,5	-0,3	-2,3	1,6	0,8
Intérêts payés	-20,2	-25,0	-23,4	-26,3	-25,6	-21,3	-20,3	-23,9	-15,7	-12,9	-15,7
Transfert net	13,2	-0,8	-11,8	-19,0	-12,5	-22,4	-18,8	-24,2	-18,0	-11,4	-14,9
Transfert au titre des emprunts à court terme et des sorties d'avoires nationaux <u>d/</u>											
Transfert net	-8,0	-24,2	-18,8	-11,5	-11,8	-1,7	0,8	-8,2	-9,9	-9,0	16,4
Transfert au titre des subventions privées (net) <u>e/</u>											
Transfert net	0,6	0,4	0,5	0,7	0,9	1,0	1,1	1,5	1,5	1,6	1,6
Transfert au titre des courants financiers publics											
Transferts publics (subventions)	1,1	0,7	0,9	1,2	2,1	1,4	1,9	1,9	2,0	3,0	3,4
Courant net de crédits officiels <u>f/</u>	5,7	9,7	7,5	9,5	6,1	6,6	4,1	4,3	4,3	7,0	2,3
Intérêts payés	-2,1	-2,4	-2,8	-3,3	-4,0	-5,1	-5,6	-6,0	-6,1	-7,1	-8,1
Transfert net	4,7	7,9	5,7	7,3	4,2	2,9	0,4	0,3	0,2	3,0	-2,4
Transfert total (sur une base financière)											
	12,8	-16,1	-24,8	-22,9	-30,2	-22,0	-15,9	-28,6	-26,7	-15,6	4,4
Postes pour mémoire :											
Utilisation des réserves officielles <u>g/</u>	1,5	19,7	-0,7	-12,2	-0,6	7,9	-3,4	6,6	-2,8	-14,1	-17,6
Transfert total (sur la base des dépenses)	14,3	3,7	-25,5	-35,2	-30,8	-14,1	-19,3	-22,0	-29,5	-29,7	-13,2

Source : Département du développement économique et social du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du FMI, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

a/ Echantillon de 25 pays et territoires. (Pour les autres notes, se reporter au tableau 1.)

Tableau 3

Transfert net de ressources financières de l'Afrique a/

(En milliards de dollars des Etats-Unis)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 b/
Transfert au titre d'investissements directs c/											
Courant net d'investissements	2,1	1,5	1,4	1,2	2,0	1,4	1,9	1,9	3,6	1,5	1,6
Revenu net des investissements	-2,6	-2,2	-1,6	-1,4	-1,4	-1,2	-2,1	-1,7	-1,1	-1,2	-1,3
Transfert net	-0,5	-0,8	-0,2	-0,2	0,6	0,2	-0,1	0,2	2,5	0,4	0,3
Transfert au titre des emprunts extérieurs privés à moyen et à long terme											
Courant net de crédits	5,0	6,6	3,5	1,9	1,1	2,5	2,4	3,0	0,1	-0,7	0,4
Intérêts payés	-3,8	-4,1	-3,9	-4,1	-4,1	-3,4	-3,0	-3,8	-4,1	-3,8	-4,5
Transfert net	1,2	2,6	-0,4	-2,2	-3,1	-0,9	-0,6	-0,8	-4,0	-4,4	-4,1
Transfert au titre des emprunts à court terme et des sorties d'avoires nationaux d/											
Transfert net	-0,4	-0,8	-1,7	-3,5	-3,6	-1,3	-7,0	-4,8	-4,9	-16,1	-9,3
Transfert au titre des subventions privées (net) e/											
Transfert net	0,2	0,2	0,3	0,5	0,9	1,1	0,9	1,0	1,0	0,9	1,0
Transfert au titre des courants financiers publics											
Transferts publics (subventions)	3,4	2,9	3,9	4,2	4,8	5,1	6,1	6,2	7,3	20,2	11,5
Courant net de crédits officiels f/	9,1	9,3	8,5	6,8	5,0	5,3	6,3	6,5	7,0	4,9	6,6
Intérêts payés	-1,7	-1,9	-2,2	-2,6	-2,9	-3,6	-3,2	-4,3	-4,5	-4,7	-5,1
Transfert net	10,8	10,3	10,1	8,3	6,9	6,7	9,2	8,4	9,8	20,4	13,0
Transfert total (sur une base financière)	11,3	11,6	8,1	2,9	1,7	5,7	2,4	4,0	4,4	1,1	0,9
Postes pour mémoire :											
Utilisation des réserves officielles g/	4,2	3,0	0,3	-0,3	-2,3	1,0	-1,5	0,0	0,5	-5,8	-2,1
Transfert total (sur la base des dépenses)	15,5	14,7	8,4	2,6	-0,6	6,8	1,0	4,0	3,8	-4,7	-1,2

Source : Département du développement économique et social du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du FMI, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

a/ Echantillon de 44 pays. (Pour les autres notes, se reporter au tableau 1.)

Tableau 4

Transfert net de ressources financières de l'Afrique subsaharienne a/

(En milliards de dollars des Etats-Unis)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 b/
Transfert au titre d'investissements directs c/											
Courant net d'investissements	0,4	0,4	0,4	0,1	0,2	0,0	0,3	0,2	0,2	0,0	0,5
Revenu net des investissements	-0,8	-0,7	-0,7	-0,7	-0,7	-0,6	-0,9	-0,7	-0,9	-1,0	-1,0
Transfert net	-0,4	-0,3	-0,3	-0,6	-0,5	-0,7	-0,6	-0,5	-0,6	-0,9	-0,4
Transfert au titre des emprunts extérieurs privés à moyen et à long terme											
Courant net de crédits	1,8	2,4	1,0	0,9	0,5	0,7	0,4	0,9	0,5	0,4	0,4
Intérêts payés	-1,1	-1,2	-1,1	-1,1	-1,1	-1,1	-0,9	-0,8	-0,8	-0,6	-0,6
Transfert net	0,6	1,2	-0,1	-0,2	-0,6	-0,4	-0,5	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2
Transfert au titre des emprunts à court terme et des sorties d'avoires nationaux d/											
Transfert net	0,8	-0,5	-0,9	-2,4	-0,5	0,7	-0,2	-0,4	-1,4	-1,4	-1,6
Transfert au titre des subventions privées (net) e/											
Transfert net	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	0,6	0,7	0,9	0,7	0,8	0,8
Transfert au titre des courants financiers publics											
Transferts publics (subventions)	3,2	2,8	2,9	3,0	3,5	3,9	4,9	5,1	5,8	5,7	5,9
Courant net de crédits officiels f/	5,6	5,1	5,0	3,5	2,8	3,4	4,3	3,9	3,8	4,1	4,7
Intérêts payés	-0,8	-0,9	-1,0	-1,2	-1,3	-1,7	-1,6	-1,7	-1,6	-1,6	-1,8
Transfert net	8,0	7,0	6,9	5,3	5,0	5,6	7,6	7,3	8,0	8,3	8,8
Transfert total (sur une base financière)	9,2	7,5	5,8	2,6	4,0	5,8	7,0	7,4	6,4	6,5	7,4
Postes pour mémoire :											
Utilisation des réserves officielles g/	-0,1	-0,1	-0,4	-0,3	-0,8	-0,5	-0,7	-0,6	0,1	0,5	-0,5
Transfert total (sur la base des dépenses)	9,1	7,4	5,4	2,3	3,1	5,3	6,3	6,7	6,5	7,0	6,9

Source : Département du développement économique et social du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du FMI, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

a/ Echantillon de 38 pays, Nigéria exclus. (Pour les autres notes, se reporter au tableau 1.)

Tableau 5

Transfert net de ressources financières des pays en développement d'Asie a/

(En milliards de dollars des Etats-Unis)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 b/
Transfert au titre d'investissements directs c/											
Courant net d'investissements	2,6	2,5	2,8	3,0	2,8	3,2	3,7	6,8	8,1	9,6	9,2
Revenu net des investissements	-5,0	-5,1	-5,4	-4,8	-4,3	-3,1	-3,4	-3,7	-4,6	-5,3	-5,8
Transfert net	-2,4	-2,5	-2,6	-1,8	-1,4	-0,1	0,3	3,1	3,5	4,3	3,4
Transfert au titre des emprunts extérieurs privés à moyen et à long terme											
Courant net de crédits	9,6	11,3	12,2	9,9	10,3	6,4	-3,1	1,8	5,0	6,1	6,8
Intérêts payés	-6,0	-6,9	-7,0	-7,9	-8,4	-8,7	-9,4	-10,4	-11,5	-10,9	-11,9
Transfert net	3,6	4,4	5,2	2,0	2,0	-2,3	-12,5	-8,7	-6,4	-4,8	-5,2
Transfert au titre des emprunts à court terme et des sorties d'avoirs nationaux d/											
Transfert net	-5,2	-3,8	-2,9	0,5	2,3	-0,4	1,4	3,9	5,6	10,1	14,2
Transfert au titre des subventions privées (net) e/	0,6	0,8	1,0	1,0	0,9	1,5	1,8	2,0	0,6	0,8	2,0
Transfert au titre des courants financiers publics											
Transferts publics (subventions)	7,4	5,6	5,2	5,3	4,6	4,6	4,3	4,6	4,2	4,3	4,2
Courant net de crédits officiels f/	13,5	12,5	14,1	7,8	8,1	7,3	7,8	7,7	11,8	10,3	15,3
Intérêts payés	-2,4	-3,1	-3,8	-4,3	-4,8	-5,9	-6,7	-6,9	-6,9	-7,6	-8,7
Transfert net	18,5	14,9	15,6	8,9	7,9	5,9	5,4	5,4	9,2	7,0	10,8
Transfert total (sur une base financière)	15,2	13,8	16,3	10,6	11,6	4,8	-3,4	5,7	12,5	17,5	25,2
Postes pour mémoire :											
Utilisation des réserves officielles g/	-1,4	-3,9	-5,6	-5,8	4,8	0,7	-8,3	-12,3	-10,0	-12,5	-10,6
Transfert total (sur la base des dépenses)	13,7	9,9	10,7	4,7	16,4	5,6	-11,7	-6,6	2,5	4,9	14,6

Source : Département du développement économique et social du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du FMI, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau 5)

a/ Echantillon de 22 pays comprenant la Chine et l'Inde. N'y entrent pas Hong-kong, Singapour et la province chinoise de Taiwan. N'y entrent pas non plus les pays excédentaires exportateurs d'énergie (Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Emirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Koweït et Qatar).

(Pour les autres notes, se reporter au tableau 1.)

Tableau 6

Transfert net de ressources financières
de 15 pays très endettés a/

(En milliards de dollars des Etats-Unis)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 <u>b/</u>
Transfert au titre d'investissements directs <u>c/</u>											
Courant net d'investissements	5,4	3,5	2,2	2,0	3,1	1,4	4,1	6,3	6,5	6,1	9,1
Revenu net des investissements	-3,5	-3,2	-2,7	-2,5	-2,8	-3,1	-3,5	-3,9	-4,9	-5,0	-4,3
Transfert net	1,9	0,2	-0,5	-0,5	0,3	-1,7	0,6	2,5	1,6	1,1	4,8
Transfert au titre des emprunts extérieurs privés à moyen et à long terme											
Courant net de crédits	38,0	29,1	13,9	7,7	2,4	-1,7	1,4	0,0	-1,9	2,4	0,4
Intérêts payés	-22,9	-28,0	-26,0	-30,0	-28,4	-23,7	-22,6	-27,0	-19,0	-15,8	-19,4
Transfert net	15,1	1,2	-12,1	-22,3	-26,0	-25,3	-21,2	-27,0	-20,9	-13,3	-19,0
Transfert au titre des emprunts à court terme et des sorties d'avoires nationaux <u>d/</u>											
Transfert net	-10,2	-23,8	-19,1	-11,7	-15,9	-2,7	-3,8	-10,1	-12,3	-7,0	23,5
Transfert au titre des subventions privées (net) <u>e/</u>											
Transfert net	0,8	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,9	2,1
Transfert au titre des courants financiers publics											
Transferts publics (subventions)	1,1	0,7	0,7	0,8	1,3	0,9	1,2	1,3	1,5	2,7	2,5
Courant net de crédits officiels <u>f/</u>	7,0	10,3	8,8	9,7	5,1	6,3	4,3	4,0	4,6	7,5	5,1
Intérêts payés	-2,5	-3,0	-3,4	-4,2	-5,0	-6,3	-7,1	-7,9	-8,2	-9,4	-10,5
Transfert net	5,5	7,9	6,2	6,3	1,5	0,9	-1,5	-2,5	-2,1	0,8	-3,0
Transfert total (sur une base financière)	13,2	-13,9	-24,8	-27,4	-39,1	-27,8	-24,7	-35,8	-32,1	-16,5	8,4
Postes pour mémoire :											
Utilisation des réserves officielles <u>g/</u>	7,2	23,3	1,0	-13,2	-1,5	5,8	-3,7	4,7	-5,6	-18,7	-19,9
Transfert total (sur la base des dépenses)	20,4	9,4	-23,8	-40,6	-40,6	-22,1	-28,4	-31,1	-37,7	-35,2	-11,5

Source : Département du développement économique et social du Secrétariat de l'ONU, sur la base de données provenant du FMI, de la Banque mondiale et d'estimations du Secrétariat de l'ONU.

(Voir notes page suivante)

(Notes du tableau 6)

a/ Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Equateur, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie.

(Pour les autres notes, se reporter au tableau 1.)

Tableau 7

Pays en développement : détérioration ou amélioration
des termes de l'échange

(Différence d'une année à l'autre, en milliards de dollars des Etats-Unis)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 a/	1992 b/
Pays en développement c/	37,8	-13,3	-8,1	11,9	-8,8	-109,2	-5,3	-7,3	19,7	3,3	-28,8	-18,5
Amérique latine et Caraïbes	0,3	-3,5	-0,5	1,0	-3,1	-17,0	-0,8	1,3	3,0	0,9	-7,6	-0,5
Afrique	9,3	-0,7	0,2	1,8	-0,8	-22,3	-3,7	-5,5	4,3	1,5	-5,6	-2,0
Asie du Sud et de l'Est d/	2,5	5,0	2,1	8,1	-3,3	-30,7	0,8	6,9	5,2	-8,4	-2,5	-2,0
Asie occidentale	26,7	-4,1	-10,9	1,0	-1,9	-42,5	0,3	-11,0	8,0	12,1	-13,7	-11,0
Méditerranée	-1,1	0,0	1,1	0,1	0,2	3,4	-1,8	1,0	-0,8	-2,7	0,6	-3,0

Source : Département du développement économique et social du Secrétariat de l'ONU.

a/ Chiffre préliminaire.

b/ Chiffre prévisionnel arrondi au demi-milliard de dollars le plus proche.

c/ Somme des chiffres des sous-régions.

d/ Chine comprise.

Note : L'amélioration ou la détérioration d'une année donnée sont calculées selon la formule $M(1-p^I) - X(1-p^X)$, M et X représentant respectivement la valeur des importations et des exportations de l'année précédente, et p^I et p^X respectivement l'indice des prix des importations et des exportations de l'année considérée, l'indice de l'année précédente étant égal à 1.

Notes

¹ L'amélioration récente du transfert financier est liée à l'évolution du problème de la dette; il existait également une corrélation étroite entre la détérioration du solde des transferts nets et le début de la crise de la dette. Le présent rapport complète par conséquent le rapport du Secrétaire général intitulé "Evolution récente de la stratégie relative à la dette internationale" (A/47/396), présenté à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session.

² Pour une définition des pays en développement importateurs de capitaux, voir les notes du tableau 1.

³ Voir l'Etude sur l'économie mondiale, 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.II.C.1), chap. V.

⁴ Voir l'Etude sur l'économie mondiale, 1989 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.89.II.C.1), chap. IV et VIII; l'Etude sur l'économie mondiale, 1990 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.90.II.C.1), chap. IV; le document A/45/487 : l'Etude sur l'économie mondiale, 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.90.II.C.1), chap. IV; et l'Etude sur l'économie mondiale, 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.II.C.1), chap. IV.

⁵ Pour les 15 pays fortement endettés sur lesquels porte le tableau 6, le niveau des réserves publiques a augmenté de 50 % en 1990 et de 32 % en 1991. Les réserves en devises ont presque triplé en Argentine entre 1989 et 1990 et elles ont encore augmenté de 60 % en 1991. Les réserves du Brésil ont doublé en six mois entre la fin de 1991 et le milieu de 1992. Les réserves du Chili ont doublé entre 1989 et 1991. Les réserves du Mexique ont presque doublé entre 1990 et 1991. Les réserves en devises ont aussi augmenté fortement et rapidement en Colombie, au Pérou et au Venezuela (données de base du Fonds monétaire international. Statistiques financières internationales, août 1992).

⁶ Il s'est même posé la question de l'apparition d'un taux de change dit "syndrome hollandais" en Amérique latine, dans les pays qui ont cherché à lutter contre l'inflation en augmentant les taux de change, comme l'ont fait l'Argentine depuis 1989, le Mexique depuis la fin de l'année 1990 et le Chili en 1991. Morgan Guarantee Trust Company, World financial markets, mai/juin 1992, p. 21.

⁷ Pendant le premier semestre de 1992, les réserves augmentant très rapidement, la Banque centrale du Brésil a pris quelques mesures pour ralentir les flux de capitaux étrangers. Au mois de mars 1992, le Pérou a cherché à obtenir de ses principales banques une baisse des taux d'intérêt en vue de faire baisser à ce moment-là le cours surévalué de la monnaie locale.

⁸ Correspondant approximativement aux pays importateurs de capitaux.

⁹ La détérioration des termes de l'échange pour les pays autres que ceux d'Asie occidentale s'est élevée à 15 milliards de dollars environ.
